

Critique littéraire de Emmanuel Le Roy Ladurie parue dans le Figaro Littéraire du 13/03/1997

Les diagnostics approximatifs du docteur Fukuyama

La fin de l'histoire ? Cette idée un peu saugrenue de Francis Fukuyama, futurologue américain d'origine japonaise, a semé la perplexité chez les lecteurs français. Dans son dernier livre, *La confiance et la puissance*, Fukuyama ne craint pas de récidiver, non sans analyses subtiles et profondes.

« Fin de l'histoire ! » Ce couple de mots, quand même, est par moment un peu déraisonnable, même si l'idée qui le sous-tend n'est point sottise : à savoir que l'humanité majoritairement dérive vers la démocratie, évolution qui en effet n'est pas contestable. Et pourtant... des plaques tectoniques entières, celle de l'Islam par exemple, paraissent bien « bouger », elles, dans le sens inverse, en direction de politiques autoritaires. Fort d'une puissante vitalité démographique, tel ou tel islam pourrait bien, l'un de ces quatre, jouer de vilains tours à nos prophètes de bonheur, Fukuyama et tutti quanti. Et puis la Chine, qui n'a rien de démocratique, va dans quelques mois avaler une démocratie authentique, Hong-kong, pour qui ce sera peut-être en effet « la fin de l'histoire » : un happy end ? Faut-il rappeler en tout état de cause que l'histoire humaine, à vue d'individu, n'a pas de fin, sauf improbable explosion du Soleil, ou atterrissage forcené d'un météorite géant, comme à l'époque du décès massif des dinosaures.

La démocratie (capitaliste) ne fonctionne bien, selon notre auteur, qu'aidée par des valeurs anciennes : religion, esprit d'association, famille. De ce point de vue, le Japon et l'Allemagne au gré de ce livre sont les bons élèves de la classe mondiale, comme ils l'étaient déjà, en d'autres temps, pour des réalisations (guerrières) fort différentes. Fukuyama, du reste, ne ménage pas son admiration, à ce point de vue, pour les sous-officiers des armées germaniques, ceux de 1940 en particulier. Nos compatriotes en firent la cuisante expérience : ils ne peuvent donc qu'être impressionnés par son raisonnement. Fukuyama, en revanche, est moins topique quand il parle de la France elle-même ; à propos de laquelle il accumule quelques bourdes, tant sur ce pays que sur d'autres nations vis-à-vis desquelles l'Hexagone lui sert de repoussoir.

Le complexe de supériorité US rend notre homme sévère, à juste titre, c'est vrai, pour la nation française, dont les performances économiques, en fin de XXe siècle, sont souvent médiocres. Là où le bât blesse, pourtant, c'est quand Fukuyama se croit obligé de citer à ce propos l'éminent industriel que fut Pierre Dreyfus, lequel accuse l'entreprise privée, « chez nous », de ne pas prendre de risques, d'être frileuse, peureuse... Parbleu ! Le moins qu'on puisse dire, en la matière, c'est que Pierre Dreyfus n'a pas donné l'exemple : il fit la partie glorieuse de sa carrière chez Renault (secteur public) et au ministère de l'Industrie. Le privé n'était vraiment pas sa cup of tea.

Fukuyama note gravement, d'autre part, que la France n'est pas une société confucéenne : on s'en doutait, mais c'est toujours bon de se l'entendre dire. Et puisqu'il est question de Confucius, donc de Chine, notre auteur nous informe au passage qu'en République Populaire de Chine rares sont les Chinois ambitieux qui embrassent une carrière dans le secteur public, car ils préfèrent le secteur privé. Diable ! On croyait pourtant que le Parti communiste chinois, qui, lui, n'a rien de privatif, comptait quand même quelques « Chinois ambitieux » dans ses rangs.

Pour en revenir à la France, Fukuyama s'attarde ensuite sur les noms « qui se dévissent », nobles ou bourgeois, dans le genre « Leroy-Beaulieu ». Il y voit la preuve de l'héritage matrilineaire de la famille française ! Notre auteur m'a tout l'air, sur ce point, de confondre la France avec l'Espagne, un pays où les noms doubles, en effet, portent souvent la trace d'un apport féminin. L'entreprise française elle aussi a droit à son paquet, elle l'a bien cherché : le petit entrepreneur privé franchouillard béréte, gauloises, baguette de pain se conduit, selon les auteurs US qu'a consultés Fukuyama, en fonctionnaire borné, ou en aristocrate vivant de ses rentes. Alors rond-de-cuir ou talons rouges ?

Il faudrait choisir. Autre cause du « mal » français, une de plus : l'incapacité du Code civil sous le premier Empire à promulguer une loi ad hoc sur l'adoption d'enfants, une loi qui nous eut ainsi rapprochés du Japon « progressiste » des Togukawa... Fukuyama veut bien reconnaître néanmoins que notre familisme ou familialisme franco-français est moins fort... qu'en Italie centrale (pourquoi centrale ? On se le demande). En tout cas, c'est un petit coup de chapeau à notre intention. On respire.

Mais c'est reculer pour mieux sauter : on apprend, ô horreur ! qu'en France, pays qui fut longtemps rebelle à l'association (c'était hélas exact), les enfants de nos villages ont le grand tort de ne pas former de bandes ni de cliques, ni ne nouent de liens durables ! Catastrophe ! Du moins avons-nous maintenant Vaulx-en-Velin, avec ses bandes dorénavant bien organisées : consolation ? Et puis voilà Tocqueville remis à toutes les sauces : dans l'ancienne France, un simple hameau ne pouvait, paraît-il, au XVIIe siècle, avoir sa volonté indépendante. Pays de sauvages, décidément. Les « officiers » (ces fonctionnaires d'autrefois) avaient rarement des fonctions utiles. Ah bon ! Et puis, sous Colbert, selon l'excellent Douglas North, Prix Nobel d'économie s'il vous plaît, cité par Fukuyama, « même un vêtement ordinaire faisait l'objet d'au moins six inspections » (?). On plaint les tailleurs français de ce temps-là : se faire faire chez eux un costume devait être une rude épreuve pour le client pressé ! Mais tout cela est-il bien sérieux ? Quant à la Compagnie des Indes, qui fut pourtant l'orgueil du commerce français sous Louis XV, dès sa naissance elle était, paraît-il, ratée. L'Etat français des Bourbons, reconnaît notre écrivain, valait quand même mieux que les monarchies du midi de l'Europe... qu'il confond allègrement avec le royaume normand d'Italie méridionale, antérieur de plusieurs siècles aux Bourbons.

Le Crédit Lyonnais, en 1990, était si mal en point, selon Fukuyama, que le gouvernement français dut intervenir pour le repêcher. M. Fukuyama ignore bien sûr que c'est le gouvernement de gauche (à l'époque) qui a joyeusement poussé le Crédit Lyonnais à s'enfoncer dans un coûteux naufrage, quitte à ce qu'ensuite les autorités en effet viennent au secours de cette banque infortunée... Espérons quand même que les autres chapitres du livre, concernant les nombreux pays des trois continents « analysés » par notre auteur, sont rédigés avec plus de soin. N'étant pas spécialiste de l'histoire de ces diverses nations, je ne puis me prononcer à ce sujet, même après lecture très soignée. La France, pour sa part, a certainement beaucoup à apprendre des conseils éclairés du docteur Fukuyama. Encore faudrait-il que les critiques qu'il formule à notre rencontre ne se trompent pas d'adresse, et que la fessée certes méritée qu'il nous administre soit appliquée judicieusement et au bon endroit.



Francis Fukuyama : chronique d'une fin annoncée.
(Photo Dan Borris.)
